

Corruption et malversations : l'intégrité mise à l'épreuve

Laboratoire d'éthique et de politiques publiques (EthicsLab)

Université catholique d'Afrique centrale, Yaoundé

11-13 juin 2025

L'intégrité est un élément essentiel de la bonne gouvernance et de la démocratie. Dans le secteur public, « l'intégrité est la capacité à faire passer le bien commun avant tout intérêt ou avantage personnel ou privé¹ ». À l'inverse, la corruption et les autres malversations qui lui sont apparentées (collusion, trafic d'influence, patronage, etc.) minent la confiance des citoyens en l'intégrité des décideurs, institutions et agents publics. Ces phénomènes, que l'OCDE regroupe sous la notion de « captation de la décision publique² » alimentent le cynisme et nuisent à la bonne gouvernance et à la démocratie.

Le plus récent *African Youth Survey* réalisé par la fondation sud-africaine Ichikowitz Family rapporte que 83% des jeunes interrogés dans les 16 pays africains estiment que « le fléau majeur n'est ni la pauvreté, ni l'absence des libertés, ni les difficultés d'accès aux services de base – eau, électricité, santé, éducation –, mais la corruption³ ». Toutefois, la corruption et les autres formes de malversations ne sont pas le propre des pays du Sud global. Elles touchent à des degrés divers et dans des configurations différentes tous les pays. L'*Indice de perception de la corruption* (IPC) de 2023 de Transparency International indique d'ailleurs que, dans la plupart des pays, la lutte contre la corruption du secteur public n'a pas ou peu progressé et que certaines « démocraties de premier plan » obtenaient cette même année leur plus mauvais score⁴. Ce sont aussi bien souvent de grandes entreprises des pays du Nord qui alimentent la corruption dans les pays du Sud global et qui en tirent profit.

Par ailleurs, ce ne sont pas que les États et les administrations publiques qui se voient confrontés à ces problèmes. Bien que cela occupe moins l'avant-scène médiatique, la corruption affecte également sous diverses formes les entreprises. Ce peut être en raison des avantages indus qu'elle procure à la concurrence qui s'y adonne, entraînant de la sorte des perturbations néfastes pour des secteurs d'activités et rendant plus précaire la survie des entreprises intègres. Ce peut aussi être en raison de pratiques de certains acteurs au sein des entreprises elles-mêmes et qui mettent ces dernières à risque de poursuite ou de dommage réputationnel ou qui affectent directement leurs ressources (ex. les fraudes internes).

¹ Menzel, Donald C. *Ethics Management for Public Administrators*, Armonk, New York : M.E. Sharpe, 2007, p. 4, cité dans Gouvernement du Canada, « Les valeurs au quotidien : Guide de discussion du Code de valeurs et d'éthique du secteur public », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/valeurs-ethique/code/valeurs-quotidien-guide-discussion.html#toc-3>

² OECD, 2017. *Preventing Policy Capture. Integrity in Public Decision Making*, Paris, OECD Publishing.

³ François Soudan, « Génération Z : le sondage qui dérange », *Jeune Afrique*, n° 3141, octobre 2024, p. 4.

⁴ Transparency International, 2024. <https://www.transparency.org/fr/press/cpi2023-corruption-perceptions-index-weakening-justice-systems-leave-corruption-unchecked>

La corruption et les malversations apparentées prennent des formes multiples, dans des contextes variés, et représentent des défis importants pour les institutions publiques, le bien-être des populations et les entreprises qui respectent les mécanismes de régulation des marchés. Elles valent donc d'être saisies et analysées dans ce qu'elles ont de générique s'il s'agit de penser adéquatement des dispositifs institutionnels aptes à protéger l'intégrité et des mesures anti-corruption sérieuses et efficaces, évitant ce que certains appellent le « *anti-corruption washing*⁵ ». C'est la proposition de ce colloque : échanger, dans une perspective comparative, des études, des analyses et des recommandations, et partager des expériences menées dans différents pays. Ainsi, au-delà de la dénonciation de ces phénomènes, il s'agit surtout de contribuer à partir d'angles divers à la compréhension des facteurs de risques qui les favorisent, de réfléchir aux diverses stratégies susceptibles de les combattre, de s'attarder aux perspectives théoriques et aux diverses approches qui cherchent à mieux appréhender ces phénomènes. Sur ce dernier point, par exemple, certains États et organisations font reposer leur stratégie de lutte contre la corruption sur la responsabilité individuelle par rapport aux comportements opportunistes et mettent en place des mesures misant sur l'intégrité des personnes. D'autres mettront en place des mesures qui s'attaquent plutôt aux risques systémiques, structurels et institutionnels. Faudrait-il privilégier l'une de ces approches – individuelle et institutionnelle – au détriment de l'autre? Est-il plutôt souhaitable, et si oui comment, de chercher à les articuler ensemble? Aborder sous ces angles les questions de corruption et de malversations permet de dépolitiser le problème de la corruption et d'en mieux dessiner des pistes de solution.

Ce colloque souhaite traiter de cette thématique à partir de diverses disciplines des sciences humaines et sociales ainsi qu'à partir d'études de cas afin d'aborder plusieurs questions propices à stimuler la réflexion des chercheurs et des décideurs. Parmi celles-ci :

- Qu'en est-il de la corruption et des autres malversations contraires à l'intérêt public? Quelles en sont les caractéristiques propres?
- Sous quel angle est-il souhaitable d'appréhender la corruption? Selon une perspective individuelle ou une perspective institutionnelle? Quels sont les avantages, mais aussi les limites de ces approches?
- La proposition à l'effet qu'existerait aussi une corruption institutionnelle (hypothèse distincte de la perspective institutionnelle et soutenant que certaines institutions seraient corrompues par la façon même dont elles sont configurées⁶) est-elle soutenable théoriquement?
- Quels modes de prévention de la corruption semblent les plus robustes?
- Quels sont les causes et les contextes qui favorisent le plus la corruption?
- Quels sont les principaux facteurs de risques à considérer dans la lutte contre la corruption et les autres malversations?

⁵ Sampson, S., 2019. Anti-corruption: Who Cares? In S. Arvidsson (Ed.), *Challenges in Managing Sustainable Business – Reporting, Taxation, Ethics and Governance* (pp. 277-294). Palgrave Macmillan.

⁶ Thompson, D. F., 2018. Theories of Institutional Corruption, *Annual Review of Political Science*, 21:495–513.

- Quels sont les facteurs psychologiques bien documentés qui en facilitent la reproduction (on peut penser ici aux travaux de la « *behavioral ethics* », à ceux de Bandura sur le désengagement moral⁷, etc.)?

Ce ne sont que quelques exemples de questions qui pourront faire l'objet de propositions de communication.

Les propositions de communication doivent contenir un résumé de ± 300 mots avec le nom de l'auteur ou de l'auteurice, son affiliation institutionnelle et une courte notice biobibliographique. Elles doivent être envoyées par courriel aux trois adresses suivantes :

dany_rondeau@uqar.ca

ngossothierry@yahoo.fr

marlene.castilloux@uqar.ca

Calendrier :

Date limite pour les soumissions de propositions : 30 janvier 2025

Retour aux auteurs : 28 février 2025

Colloque : 11-13 juin 2025

Ce colloque international est organisé par EthicsLab – le Laboratoire d'éthique et de politiques publiques (Yaoundé, Cameroun), le Groupe de recherche Ethos de l'Université du Québec à Rimouski (Canada) et l'Université catholique d'Afrique centrale.

Comité scientifique et d'organisation :

- Clément Nola Aboudi (Université catholique d'Afrique centrale – Institut catholique de Yaoundé)
- Luc Bégin (Université Laval)
- Geert Demuijnck (EDHEC Business School de Lille)
- Bernard Gagnon (Université du Québec à Rimouski)
- Ernest-Marie Mbonda (Cégep de Sherbrooke)
- Thierry Ngosso (EthicsLab – Laboratoire d'éthique et de politiques publiques)
- Dany Rondeau (Université du Québec à Rimouski)
- Thomas Bienvenu Tchoungui (Université catholique d'Afrique centrale – Institut catholique de Yaoundé)

⁷ Moore, C., 2008. Moral Disengagement in Processes of Organizational Corruption, *Journal of Business Ethics*, 80:129–139.